

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

ACCORD DU 12 JANVIER 2010
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS AU 1^{ER} JANVIER 2010
(POITOU-CHARENTES)

NOR : *ASET1050359M*

IDCC : 1596

Entre :

La CAPEB Poitou-Charentes ;

Les CAPEB départementales de Poitou-Charentes ;

La fédération française du bâtiment Poitou-Charentes ;

Les fédérations départementales du bâtiment de Poitou-Charentes ;

La fédération régionale des SCOP du BTP Poitou-Charentes,

D'une part, et

La CGT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre VIII, chapitre I^{er}, de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendue par arrêté ministériel du 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Poitou-Charentes.

Article 2

Pour la région Poitou-Charentes, les parties signataires du présent accord ont fixé, en application de l'article VIII-18 de la convention collective nationale précitée, le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

ZONE	INDEMNITÉ DE REPAS	INDEMNITÉ DE TRANSPORT	INDEMNITÉ DE TRAJET
1A (0 à 5 km)	8,20	0,62	0,58
1B (5 à 10 km)	8,20	1,34	0,93
2 (10 à 20 km)	8,20	2,67	1,83
3 (20 à 30 km)	8,20	4,11	2,99
4 (30 à 40 km)	8,20	6,03	4,12
5 (40 à 50 km)	8,20	8,24	5,52

Article 3

Le présent barème des indemnités de petits déplacements entrera en application à compter du 1^{er} janvier 2010.

Article 4

Conformément aux articles R. 132-1 et R. 132-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction des relations du travail (DRT), dépôt des accords collectifs à Paris 15^e, et un exemplaire remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de La Rochelle.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.

Article 6

Il est précisé que l'ouvrier qui travaille dans la zone 1A et qui bénéficie en milieu de journée d'un temps de pause au moins égal à 1 h 15 est réputé prendre son repas à sa résidence habituelle. Dans le cas contraire, il convient, afin de bénéficier de l'indemnité de repas, qu'il en apporte la preuve par tous moyens à sa disposition.

Fait à La Rochelle, le 12 janvier 2010.

(Suivent les signatures.)

